

L'analyse concrète d'une situation concrète.

La question est simple même si elle est double : un changement réel est-il possible sans l'intervention du mouvement populaire et le PCF est-il nécessaire au mouvement populaire ? Ce n'est pas en tout cas en s'affrontant entre camarades sous couvert de tendances que l'on va y répondre.

Le congrès de Tours en 1920 a voulu rompre avec la démagogie et les compromissions qui résultent d'un parti organisé en tendances où prévaut le combat des chefs et au final la marginalisation des idées révolutionnaires. Ce n'est pas parce que nous avons rompu avec le centralisme démocratique dont les excès nous ont fait tant de mal que nous devons maintenant renouer avec les tendances.

Si je partage en partie les thèses du blog « En avant le manifeste », je n'en suis pas pour autant un fan, ni pour des conférences pour l'emploi trop ambitieuses en l'état ni pour des listes aux régionales conduites par des communistes qui n'apportent dès lors pas de perspective crédible immédiate. Il me semble que l'on peut envisager des campagnes autonomes sur nos propositions avec des candidats communistes sur des listes conduites par LFI, PS ou EELV tout en posant fermement nos réserves. Il me semble aussi qu'avant de parler de sécurité emploi-formation avec nos partenaires de gauche, il serait utile d'abord qu'ils sachent négocier avec leurs personnels territoriaux et combattre avec eux contre les lois scélérates (droit de grève, 1607 heures), ce qui est loin d'être acquis comme on le voit à la mairie de Paris ou de Marseille.

C'est pourquoi, cristalliser le débat entre partisans et adversaires d'une candidature communiste à la présidentielle risque de privilégier une polémique stérile alors qu'il vaudrait mieux s'en tenir à « l'analyse concrète d'une situation concrète ».

Or la situation concrète aujourd'hui est celle d'une crise du capitalisme qui devient anthropologique, à savoir qu'elle ne remet pas seulement en cause des structures sociales mais aussi la nature humaine telle qu'elle a été forgée par des millénaires d'oppression et d'aliénation. Il s'agit de combattre le coût du capital par la démocratie participative, seule alternative à toutes les crises, économique, politique, écologique, sanitaire.

L'État providence et stratège, dans le cadre de la mondialisation et dans le contexte d'un endettement massif, ce n'est qu'une vaste fumisterie bureaucratique au service du capital si les travailleurs ne s'en mêlent pas personnellement et très concrètement.

Quant au duel Macron-Le Pen qu'on nous dit inéluctable sans candidat commun, ne nous laissons pas piéger par des institutions qui visent à éliminer les forces révolutionnaires. N'est-ce pas l'effacement des idées communistes qui favorise la démobilisation des électeurs de gauche déçus par des promesses non tenues ?

Le texte adopté au 38^e congrès est d'ailleurs assez clair : « devant l'éclatement des repères, il faut désormais faire grandir des convergences de contenu et des rassemblements utiles à une transformation radicale ». Cela veut dire qu'on en peut plus de cautionner des convergences confuses et de construire des bases de rassemblement floues car cela entretient de nouvelles illusions et donc à terme cela nuit aux nécessaires mobilisations.

Si donc il nous fallait ne pas présenter de candidat communiste à la présidentielle de 2022, ce qui serait à mon sens dommageable, au moins ne récidivons pas ce qui a été fait en 2017 en soutenant un candidat qui n'a fait qu'entretenir encore un peu plus des illusions étatistes et, pire encore, populistes.

Dominique ROUSSEL,

secrétaire de section de Salon et région

(fédération PCF13)